

“Le Journal de Newark (N.-J.) dit à ce sujet :

“Le nouveau tarif canadien sera préjudiciable à nos fabricants de malles qui ont pris l'habitude de compter sur un marché considérable au Canada.”

“De Salem, Mass., il nous arrive des nouvelles encourageantes au sujet du commerce de souliers.

“Voici ce que dit le *Post* de cette ville :

“Le commerce du printemps s'annonce partout comme devant être bien meilleur que depuis plusieurs années ; que nos fabricants comprennent bien la position et nous allons entendre de nouveau le bourdonnement des roues des usines.”

“On lit dans un journal de Lewiston, (Me) :

“La fabrique de machines de Lewiston fait aujourd'hui de meilleures affaires que depuis bien des années. Chaque coin de l'usine est occupé et l'on emploie un personnel considérable. L'ouvrage abonde à la fonderie. On fabrique un grand nombre de machines pour la filature de coton de Cuba et Brunswick, pour celle de Hallowell, pour les filatures Pontiac et York, de Saco, pour deux filatures de Lawrence et pour une filature de l'Atlanta, Ge. On exécute une commande considérable pour une filature d'Atlanta, surtout des métiers à tisser et des arbres de couche.”

“Le *Post* de Boston, publie la brillante description que voici :

“Les fabriques recommencent à fonctionner ou s'y préparent et si les marchés étrangers pouvaient s'étendre plus rapidement, grâce à une sage législation, les fabriques se développeraient encore plus vite. Mais cela arrivera certainement. Même la propriété qui est toujours la dernière à reprendre sa valeur, se ressent de l'amélioration ; elle est mieux cotée. Nous sommes arrivés à un moment où le progrès n'est plus possible que dans une direction : en avant ! toujours en avant ! Le pays entre évidemment dans une ère de prospérité dont on ne saurait s'imaginer les splendeurs.

“Le trafic est fort animé sur les canaux de l'Etat. D'après l'*Express* de Buffalo, la perspective de la saison commerciale est très encourageante, à tous les points de vue, pour les propriétaires de navires et les gérants de lignes de propulseurs et si l'on établit des prix de transport en proportion de la demande, les expéditeurs et les propriétaires n'auront lieu que d'être contents. On estime qu'il y a actuellement, dans les dépôts des ports des lacs d'en haut, 20,000,000 minots de grains ; que la quantité de bois coupé l'hiver dernier et qui n'attend que les bateaux, est plus considérable que jamais ; que la plus grande activité règne aux mines et que d'immenses quantités de minerais de fer et de cuivre, et de fer en gueuse n'attendent que le transport. Il s'agit ici du fret que l'on prendra en descendant.”

M. ROCHESTER.

Ces notes du *New York Herald* prouvent suffisamment que la dépression dont parlent les honorables messieurs n'existe plus aux Etats-Unis. Je sais qu'elle y a existé. Personne n'a dû être surpris de cette crise qui était la conséquence naturelle de la guerre civile. Pour payer leur dette de guerre et faire face à la crise les américains ont eu recours à la protection. Si ce système est avantageux chez un peuple de quarante millions d'âmes, pourquoi ne le serait-il pas chez un peuple de quatre millions ? Nous, canadiens, au nombre de quatre millions ne devons nous pas protéger nos agriculteurs et nos fabricants contre un peuple de quarante millions qui a élevé, entre lui et nous, une muraille que personne ne peut franchir sans payer des droits élevés ? J'affirme, sans crainte d'être contredit, que les américains peuvent fabriquer nombre d'articles à 50 pour cent meilleur marché qu'au Canada. C'est pourquoi le peuple demande la protection qu'il faut lui accorder. C'est la politique de mouches du coche des cinq dernières années qui a mis le Canada dans la triste position commerciale où il est. A l'est, à l'ouest, au nord et au sud, on peut voir, tous les jours, des chars de chemins de fer qui emmènent vers l'ouest nombre de nos meilleurs hommes. Je suis content de voir l'émigration se diriger vers Manitoba, mais j'en ai pas la voir prendre la direction des Etats de l'ouest. Il y a quelques jours seulement, des trains sont partis de Brockville, emportant plus de 1,000 personnes. Dans mon propre comté, celui de Carleton, nombre de familles sont parties dernièrement parcequ'elles ne pouvaient gagner leur vie ici. La raison de ce départ est claire ; le représentant de Québec l'a expliquée ; nous n'avons pas de marché pour les grains canadiens communs. Les honorables membres de la gauche ont demandé : “Pourquoi pas 10 ou 20 centins de droit sur le maïs, au lieu de 7 centins par baril ?” Je crois que ce droit devrait être de 10 centins, parceque ce grain a fait le plus grand tort au cultivateur canadien. Il y a vingt ans, nous avions, dans le pays, 85 distilleries, toutes approvisionnées par les grains communs cultivés dans le pays : orge, seigle, avoine, pois. Mais, depuis nombre d'années, nous n'avons que six distilleries qui fabriquent plus de whiskey.”